

« L'Anarchie
est la plus haute
expression de l'ordre
(Elisée Reclus.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

POUR PREPARER LA GUERRE

L'U.R.S.S. envoie du manganèse aux U. S. A.

Un porte-parole du Département d'Etat nous apprend que le tiers du manganèse nécessaire à la production sidérurgique américaine vient de l'U.R.S.S., et toutes les rumeurs circulant au sujet d'une éventuelle réduction de ces importations, sont dénuées de tout fondement.

Staline, « champion de la Paix », continue la tradition des Zaharoff, des de Wendel, des Schneider, de la Vickers. Il connaît les usages !

Déjà avec Hitler, qu'il fournit amplement en matières premières et vivres, avec Mussolini à qui il livra pétrole et pétroliers pour la guerre d'Ethiopie, il nous avait donné la mesure de son savoir-faire !

Aujourd'hui, il accuse l'Amérique de préparer la guerre, mais s'empresse de lui fournir les moyens de la faire ! L'industrie sidérurgique des U.S.A. est donc fonction des importations de manganèse de l'U.R.S.S., et Staline, le complice des Truman, des Bevin, le complice des munitionnaires, le complice de tous ceux, qui, consciemment ou non, préparent la 3^e guerre mondiale.

Cette complicité, sans doute imposée et justifiée par quelque détournement imprévu de la « ligne » stalino-marxiste, démasque l'imperialisme staliniens, fauteur de guerre au même titre que l'imperialisme yankee.

Avec le discours sur le désarmement de Vichinsky à l'O.N.U., la campagne contre le plan Marshall, les excitations chauvines des partis staliniens, la duplicité de Staline apparaît dans toute sa laideur et jamais encore ne s'est dévoilée sous un jour aussi cru, la monstrueuse comédie dont le dénouement pourrait fixer le sort du monde.

Et le peuple qui prend parti pour l'un ou pour l'autre des imperialismes, sera écrasé ou par l'un ou par l'autre.

Le peuple qui prend parti est condamné d'avance.

L'action révolutionnaire est la seule voie de salut.

M. R. P., RADICAUX ET Cie

On s'aime bien tous les deux

Il y a une majorité politique ; il n'y a pas de majorité économique — voilà ce que se répètent les Républicains populaires à leur Comité national. Comme en termes délicats la chose est dite...

Car nous n'avons pas attendu que cette prétendue vérité sorte du puits — ou plutôt du marais — des milieux émerveillés pour le répéter : le gouvernement n'est rien d'autre qu'un ramassis de politiciens et de partis solidialement cramponnés aux avantages du pouvoir et décidés à défendre ensemble l'assiette à beurre contre vents et marées, communistes et R.P.F. De volonté commune, il n'en est point dans cet assemblage hétéroclite de socialistes, de radicaux, de républicains populaires, et il ne peut y en avoir, leurs intérêts électoraux s'opposant profondément et les poussant à la surenchère verbale et démagogique.

La majorité politique, c'est le troupeau des politiciens démocrates se resserrant pour faire face aux coups totalitaires. La majorité économique ? Mais il n'en est pas besoin. Un parti politique, de nos jours où les « élus du peuple » sont chargés par les électeurs gogos de transformer la structure économique du pays, n'a aucunement besoin de s'intéresser à ces questions dès qu'il a bien en main un certain nombre de confortables portefeuilles. Il fait très bon ménage avec des gens qui sont chargés de faire exactement l'inverse de ce qu'on lui a demandé d'accomplir : on nomme ça une majorité politique. Nous nous sommes ailiés pour tenir le pouvoir ? Eh bien, non plus d'un de ce qui nous divise. Et tant pis pour l'électeur !

Néanmoins, on y pense toujours, à l'électeur, à ce gêneur d'électeur. Car

L'U.R.S.S. vue par un anarchiste

SPORTS, LOISIRS, ÉDUCATION (VI)

— Les loisirs, spectacles, sports, sont-ils réglementés, organisés ou libres ?

— Chacun organise librement ses loisirs. Mais tout est d'une pauvreté extrême. Même pour le théâtre, il n'y a qu'une ou deux salles à Moscou, par exemple (les communiqués de la Pravda en font foi), et ils sont toujours pleins malgré les prix élevés. On donne beaucoup de pièces classiques, surtout en thèmes historiques, d'avant la Révolution. Les pièces de Tchekov, Gorki intéressent le public. Les pièces modernes, à base de propagande enfantine, à peine camouflée n'ont pas grand succès.

— Les théâtres sont pleins, dites-vous. Cependant, il y a bien d'autres « sorties » possibles pour le public.

— Retirez le théâtre et le cinéma, il n'y a plus rien. Jamais de conférences, de meetings (sauf à l'usine, présence obligatoire, alors). La lecture des journaux le pousse : on n'y trouve l'annonce d'aucune conférence. Que ceux qui en doutent, lisent la Pravda !

Notons aussi les spectacles sportifs, mais ils n'ont pas la même vogue qu'en Occident, car il n'y a pas de publicité commerciale pour les présenter.

— Nous en sommes donc au cinéma, Que dire qui puisse expliquer rapidement l'activité cinématographique en U.R.S.S. ?

— Les cinémas (beaucoup moins nombreux qu'en Occident) sont très fréquentés, car, avec le théâtre, ils sont la seule façon de meubler les loisirs.

Cependant, on y repasse surtout de vieux films. Les films nouveaux sont peu nombreux : une vingtaine par an, et les films étrangers sont pratiquement inconnus : j'en ai vu deux en dix ans, un film français, un film allemand.

ARRESTATIONS D'ANARCHISTES en zone soviétique

Ceux des anarchistes allemands qui avaient réussi à survivre aux persécutions du nazisme et aux ravages de la deuxième guerre mondiale, se sont réorganisés, clandestinement, depuis 1945, en zone d'occupation russe. L'état d'esprit de la population ouvrière, éprouvée par l'occupation et par conséquent hostile au régime de la dictature stalinienne, a favorisé ce regroupement sur des positions anarchistes.

Depuis quelques semaines, une vague d'arrestations s'abat sur nos camarades. En Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg, surtout dans les villes de Leipzig, Breslau, Bielefeld, Schkeuditz, Zwickau et Ilmenau, la terreur stalinienne s'est déchaînée non seulement contre les anarchistes — connus comme tels par leur séjour prolongé dans les camps de concentration nazis — mais au même titre, contre les socialistes et les communistes oppositionnels.

Le système de répression est toujours le même : surveillance étroite par des indicateurs allemands pour préparer le coup de filet. Ainsi, à Schildow, près de Berlin, c'est un ancien agent de la Gestapo et chef des S.A., maintenant fonctionnaire du N.K.W.D. (Guépêou), qui a préparé soigneusement les rafles opérées par ses agents russes.

Les arrestations de nos camarades s'accompagnent de perquisitions, au cours desquelles les bandits du N.K.W.D. se comportent à la manière des fascistes. Le mobilier est « réquisitionné » et les femmes des victimes sont obligées de signer des papiers écrits en russe et qu'on ne leur traduit pas. Il s'agit là d'un vol systématique organisé par l'Etat russe.

Pourtant, nos camarades en zone Est de l'Allemagne ne perdent pas le courage. Les lettres qui nous parviennent prouvent qu'ils continuent leur action et qu'ils comptent sur la solidarité active de tous les compagnons en Europe et dans le monde. Une de ces lettres se termine en ces termes : « Nous n'abandonnons pas la cause. Le Reich dit millénaire s'est écroulé et la terre actuelle prendra également fin ».

CRIA.

POUR LA GRÈVE GESTIONNAIRE !

LES PRIX ET LES SALAIRES

La baisse telle que la réclame les syndicats officiels est impossible. Nous combattons pour une indemnité unique de vie chère, non hiérarchisée.

POUR LA GRÈVE GESTIONNAIRE !

POUR L'ABOLITION DU SALARIAT ET DU PATRONAT

Le phénomène le plus caractéristique de l'économie actuelle est l'écart sans cesse grandissant entre les prix et les salaires. Ce phénomène n'est pas le triste privilège de la France ; il se constate dans toute l'Europe, il se constate même aux U.S.A. ; il est, à des degrés divers, universel.

Actuellement il prend en France un tel développement qu'il détermine toute la conjoncture social-économique et politique.

D'une part, les nouvelles dispositions budgétaires, la hausse des loyers, des charges, des services postaux, des carburants, de l'eau, du tabac, du rensemelage, etc., l'augmentation des impôts qui — quoi que l'on en dise — se répercute bientôt sur tous les prix, et, d'autre part, le blocage des salaires, va nous amener rapidement à une situation des plus graves.

Pour obvier à ce mal définitif, les économistes « distingués », les faisans du Palais-Bourbon, les journalistes de tous poils, proposent deux remèdes : économies et production accrue.

Nous passerons rapidement sur ces fameuses « économies » ; les révélations de la Cour des Comptes, le budget de l'armée, indispensable au brigandage colonial qui, à Madagascar, fait 80.000 morts parmi les indigènes et... 100 parmi les Européens, suffisent pour éclairer notre lanterne. D'ailleurs, on se demande comment il serait possible dans la société capitaliste actuelle, de licencier l'armée — près d'un million d'hommes — et quelques 5 à 600.000 fonctionnaires ? Leur reclassement dans le secteur privé s'avère tout à fait impossible, et au lieu de 125.000 chômeurs officiellement secourus, nous en aurions pas loin de 2 millions ! Ainsi se démontre une fois de plus toute la stupidité malfaite d'un système, qui ne peut se perpétuer qu'en nourrissant, au frais des travailleurs, une armée dégradante, corrompue et criminelle, d'innombrables fonctionnaires qui sont autant de chômeurs camouflés. Nous ne parlons pas, évidemment, du corps enseignant des postiers, cheminots, etc...

rend la liberté aux pneus », telle fut la réponse faite par le ministre de la production industrielle aux représentants de l'industrie du caoutchouc qui réclamaient la vente libre, la production ayant dépassé celle de 1938. Cette réponse illustre et prouve parfaitement ce que nous avançons.

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Une autre absurdité est celle de la baisse. Actuellement la C. G. A.

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Une autre absurdité est celle de la baisse. Actuellement la C. G. A.

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

L'anarchisme au Japon

Après de nombreuses années de persécutions, de crimes et de tyranie, l'anarchisme renait au pays du Soleil Levant. Malgré les limitations imposées par l'Administration militaire américaine, nos camarades japonais militent activement dans le peuple, comme le prouve leur journal hebdomadaire, *La Helmink Simbun*, qui tire de 60 à 100.000 exemplaires. La Fédération Anarchiste Japonaise a tenu, le mois dernier, son troisième congrès, adoptant la déclaration suivante :

« Un conflit impérialiste entre le capitalisme et le communisme divise le monde en deux. Des millions d'être humains sont morts dans la précédente guerre, des millions d'autres souffrent, dans tous les pays, des résultats de cette guerre, et déjà la guerre froide prépare une nouvelle explosion mondiale. Deux puissances s'affrontent, en Europe, dans les Balkans, dans le Moyen-Orient et dans notre propre pays. Depuis la déroute militaire japonaise, les classes capitalistes ruinées et les gou-

vernants sont restés sourds à la voix du peuple qui demandait son émancipation ; elles ne restent pourtant pas inactives, profitant au maximum des rivalités entre les puissances pour reprendre peu à peu le dessus. Désormais, les capitalistes manœuvrent ouvertement contre les travailleurs.

C'est dans ce but qu'a été formé le ministère *Ashida*, coalition des partis bourgeois et du parti socialiste, et ainsi le gouvernement de la bureaucratie a remplacé la clique militaire.

Les capitalistes, pour rassurer les capitaines étrangers appelés pour participer à la reconstruction, s'efforcent de supprimer les conflits sociaux, les grèves et les revendications gestionnaires des travailleurs sur l'industrie. En même temps, ils ont fait réquisitionner par la force les produits agricoles, tandis que les grands propriétaires terriens escamotent la réforme agraire et pratiquent des taux de rente du marché noir.

Le budget formidable de l'Etat pèse surtout sur les classes laborieuses : augmentation des taxes postales, contributions directes sur le consommateur, imposition sur les paysans. Le gouvernement a multiplié les pouvoirs de la police et fortifié l'armée, avertissant clairement de son intention d'agir de façon autoritaire.

C'est ce qu'avait déjà démontré l'introduction du pouvoir hitlérien en Ukraine et en Russie, où les institutions « soviétiques » avaient changé de mains, mais non de forme, entre les mains des nouveaux despotes, qui trouvaient en elles un nazisme préfabriqué. L'épreuve inverse a été faite par l'introduction du militarisme rouge en Allemagne orientale, le stalinisme recueillant tout simplement la succession économique, idéologique et policière du nazisme, ce bolchévisme à 90 %.

Contre cette tendance, le renforcement des syndicats et des unions paysannes aurait pu être un efficace contre-poids ; malheureusement ces organismes furent dirigés par des leaders du parti socialiste inféodés au gouvernement actuel, ou par des créatures du parti communiste, qui inaugureront la nouvelle dictature autoritaire au profit d'une des puissances qui se disputent la suprématie mondiale. Ainsi le peuple japonais se divise en deux camps, et continue à être le dindon de la farce. Il est complètement paralysé par cette division.

Devant cet état de choses, nous confirmons notre position anarchiste : nous luttons pour la réalisation d'une société basée sur la liberté, l'égalité et l'entraide, nous luttons pour un Japon libre dans une fédération des peuples libres, et nous déclarons, en accord avec les masses japonaises, notre détermination de lutter contre l'Etat, le capitalisme, les réactionnaires et les fauteurs de guerre. »

(Trad. : SAVOY.)

NAZISME ET BOLCHEVISME sont strictement interchangeables

Il n'est pas jusqu'aux méthodes de pillage à blanc du pays vaincu, tantôt russe, tantôt allemand, qui ne soient les mêmes avec une aggravation notable du côté russe, régime plus pauvre, inférieur en technique et en civilisation.

A la plus grande misère près, l'organisation économique en Allemagne orientale est exactement sous Staline ce qu'elle était sous le trust d'Etat Hermann Goering, ainsi que le constate une lettre de Berlin de l'A.I.T.

Par contre, nazisme et bolchévisme sont strictement interchangeables.

C'est ce qu'avait déjà démontré l'introduction du pouvoir hitlérien en Ukraine et en Russie, où les institutions « soviétiques » avaient changé de mains, mais non de forme, entre les mains des nouveaux despotes, qui trouvaient en elles un nazisme préfabriqué. L'épreuve inverse a été faite par l'introduction du militarisme rouge en Allemagne orientale, le stalinisme recueillant tout simplement la succession économique, idéologique et policière du nazisme, ce bolchévisme à 90 %.

La démagogie russe s'alimente de prétendus « envois de vivres à Berlin ». Mais les habitants des régions voisines, entre autres Magdebourg, savent parfaitement à quoi s'en tenir sur les origines de ces vivres, dont l'envoi a coïncidé avec l'interruption des distributions de pain dans un grand nombre de localités allemandes. Des grèves de protestation ont éclaté à cette occasion dans les usines Krupp-Gruen malgré les terribles peines encourues par les grévistes.

Par ailleurs, la transformation du Parti Socialiste Unifié (pro russe) en parti de masse ayant complètement échoué, la campagne d'épuration se poursuit sous le mot d'ordre d'un parti

de cadres, limité à des cadres techniques et policiers.

Un des chefs de ce parti, maire de Berlin est le nommé Erbert, fils du « chien sanglant » qui s'illustre dans le massacre des Spartakistes.

Bon chien, chasse de race !

hontes du régime militaire chauvin, etc...

Le souvenir de ces vaillants inspire les anarchistes japonais dans leur lutte inégale contre le régime capitalisme et l'occupation Mac Arthur.

L'affaire Sacco et Vanzetti

Le Testament de Sacco et Vanzetti (*The Legacy of Sacco and Vanzetti*) est un livre de 600 pages, de G. Louis Jouhlin et Edmund M. Morgan (prix : 6 dollars), qui constitue la plus grande somme de documents jamais réunie en un seul volume sur la plus grande affaire judiciaire des temps modernes.

D'un point de vue strictement technique, les conclusions du professeur Morgan sont que les accusés furent jugés selon toutes les formes de la loi, ce qui n'empêche pas le jugement d'être une injustice à peu près parfaite.

La véritable condamnée du procès, ou plutôt de sa révision, est donc la loi.

Et c'est tout particulièrement la loi de mort qui empêche que les monstruosités légales soient sinon réparées — on n'efface pas un martyre de sept années — du moins efficacement brisées par une révolte de l'opinion.

Rappelons ici les dernières paroles de Vanzetti :

« Ce que je souhaite plus que tout, dans cette dernière heure de notre agonie, est que notre affaire et notre sort puissent être compris dans leur réalité, et servir d'enseignement terrible aux forces d'affranchissement afin que nos souffrances et notre mort n'aient pas été vaines. »

Organisations d'entreprises en Hollande

Les 16 et 17 octobre, à Rotterdam, s'est tenu le premier congrès de l'O.V.B., qui comprend des éléments syndicalistes-révolutionnaires de Rotterdam, Amsterdam, Dordrecht, Wieringen, Enschade, etc. A la suite d'un exposé du camarade De Jong, en faveur des organisations d'entreprises, pour l'action directe en dehors de toute domination bureaucratique et de toutes institutions de droit public, fut adoptée une déclaration spécifiant que l'organisation sera désormais basée sur les groupes d'ateliers et s'opposera à toute dictature matérielle ou spirituelle sur la classe travailleuse (y compris la soi-disant dictature du prolétariat) ; un manifeste a été publié dans le *Nieuwe Strijd* (*Nouveau Combat*), organe de l'O.V.B. Malheureusement il ne semble pas que le congrès ait nettement rejeté toute intervention dans les organisations reconnus par l'Etat.

A Trieste le parti communiste est devenu slavophile

Avant la sécession de Tito, le P.C. à Trieste était à la tête des pogroms anti-italiens : il est aujourd'hui en pleine activité terroriste contre les yougoslaves — communistes compris — contre Germinal, organe anarchiste triestin.

L'homme à tout faire du Kominform à Trieste se nomme Vittorio Vidali. Son passé prouve qu'il est digne de sa nouvelle mission. Formé à Moscou sous le nom de Emilio Sorrenti dans l'Ecole des cadres, bien connu, il se rendit en Espagne et y exerça les fonctions de commissaire politique sous le nom de Carlos Contreras. Il se rendit ensuite au Mexique, où des militants italiens reconnaissent en lui l'assassin de notre camarade Camille Sorrenti. En outre, il aurait « liquidé » sa propre maîtresse, Tina Modotti. En 1943 fut tué à New-York, en pleine ruse l'anarchiste Carlo Tresca, dans des circonstances encore mal élucidées. Tresca avait déclaré dans son journal « Il Martello », qu'il était en danger de mort, Vidali se trouvant en Amérique. Après un nouveau séjour à Moscou, Vidali est reparti à Trieste, sa ville natale, comme farouche partisan de Tito. « Je lutte contre Tito jusqu'au bout » a-t-il déclaré, l'ordre de Moscou ayant changé.

Il y a culture et culture

Georges Lukasz, doyen des communistes hongrois et philosophe attitré du Kominform, a récemment proclamé :

« Ce que nous faisons n'est pas de transformer la vieille culture, mais d'en créer une entièrement nouvelle. »

C'est probablement par une application trop zélée de ce mot d'ordre que cent professeurs d'agriculture et plus de cent fonctionnaires des services techniques ont été révoqués au lendemain de la déclaration de Georges Lukasz, qui ne visitait pourtant pas — mais sait-on jamais ? — l'enlèvement marxiste des betteraves ou l'épuration stalinienne des bêtes à cornes. Ces faits sont empruntés à « Freedom », organe anarchiste de Londres.

A. P.

DEMOGRAPHIE ET REVOLUTION

La terre qui meurt

Un auteur américain, William Vogt, dans un livre récemment publié, *Road to Survival* (*Comment survivre*) donne un tableau effrayant de la manière dont s'épuisent les ressources naturelles aux U.S.A. Il cite une source américaine officielle, établissant le bilan de la détérioration définitive des terres, après un siècle et demi de défrichement.

« Dans la courte existence des Etats-Unis, nous avons détruit à fond 282.000.000 d'acres de terre par les abus de la culture, de la pâture et du pacage. L'érosion due au débâlement, est en train de faire disparaître 775.000.000 d'acres. Près de 100.000.000 d'acres de terres arables — presque tout ce que nous avons de terres de première qualité — sont en train de mourir. Nous perdons chaque jour la quantité de terre équivalente à 200 fermes de 40 acres. »

Le chemin de la famine

Sir John Russel, de son côté, met en avant les chiffres suivants : Dans le monde entier, le nombre des bouches à nourrir augmente de 30.000 à 60.000 par jour, soit, par semaine, près de 500.000 ; par mois, 2.000.000 ; par année plus de 20.000.000. Depuis 1891, l'Angleterre et le Pays de Galles ont gagné 14.000.000 d'habitants et perdu 4.000.000 d'acres de terre cultivable.

A. P.

LE CINEMA LE PROCES

Le village de Tisza-Eslar, dans la plaine hongroise en 1880, à l'époque de l'affaire Dreyfus, en France, quelques familles juives cohabitent paisiblement avec la population chrétienne du bourg. Un jour, à la période de Pâques, une jeune fille pauvre, maltraitée par les gros paysans où elle travaillait, se jette dans la Theiss. Certains villageois accusent les Juifs d'avoir tué la malheureuse. Le bruit est nourri et favorisé par M. le Baron, grand seigneur de la région et député antisémite à la Diète Hongroise. Les faits exposés par ce grand film autrichien d'après-guerre, sont stricte-

ment historiques et véridiques. G.-W. Pabst dépeint assez fidèlement le milieu paysan hongrois et celui des Juifs hongrois dans le siècle passé.

Nous assistons en même temps à la lutte acharnée entre le parti libéral et la partie anti-sémitisme hongrois, un des précurseurs du parti nazi de Hitler. L'arrestation massive des Juifs innocents par les anarcho-monarchistes, la torture et les faux témoignages sont basés sur la falsification des fameux « protocoles des Sages de Sion » qui serviront un demi-siècle plus tard à arrêter et à massacrer non pas quelques familles d'un village,

mais des millions et des millions d'êtres innocents à travers toute l'Europe.

Un film historique ? Certes, mais ce que nous voyons depuis 1933 n'est que la multiplication et la systématisation gigantesque du crime isolé commis par les antisémites à Tisza-Eslar et par leurs pourvoyeurs du Congrès Antijuif de Dresden en 1881.

Il y avait, en 1880 encore, une conscience bourgeoise libérale — dernier vestige d'une révolution bourgeoise ratée. Le processus de cannibalisation a fait bien des progrès depuis. Le Moyen âge, renforcé par les armes de la propagande et de la destruction moderne, fêta ses triomphes. Face aux barbares du XX^e siècle, les pogromistes du XIX^e apparaissent en débuteant bien modestes.

On a voulu minimiser la nouvelle œuvre de Pabst en rappelant qu'il a continué à tourner sous le régime nazi. N'empêche que le « Procès » est un film des plus instructifs et des plus émouvants.

M. B.

LEUR RÉVOLUTION EST FAITE

Le plus haut traitement auquel puisse parvenir un politicien américain est celui de membre de la Cour suprême de justice, à 25.000 dollars par an ; seul le Président des Etats-Unis (mais non le vice-président) touche un plus haut au service de l'Etat.

Mais le Président de l'Union des Mineurs, John L. Lewis, touche 50.000 dollars par an, tous frais payés ; le vice-président Thomas Kennedy et le trésorier John Orwens ont chacun 40.000 dollars et chacun des membres du comité exécutif, 12.000 dollars.

Le Président de l'Union des Musiciens, James C. Petrillo, reçoit 46.000 dollars par an ; son syndicat lui a fait cadeau d'une villa de 28.000 dollars et d'un mobilier de 12.000 dollars. Les impôts personnels du « boss » sont payés sur la caisse du syndicat.

Philip Murray, des métallurgistes, se fait 25.000 dollars ; plus les frais, et un appartement de luxe dans un grand hôtel de Washington.

Daniel J. Tobin, président, et John P. English, secrétaire-trésorier des carrières, encaissent tous deux 30.000 dollars provenant des fonds syndicaux.

William L. McFetridge, des gens de maison, touche 20.000 dollars ; Hugo Ernst, des employés de bars et restaurants, 18.000 ; William Hutcheson, des dockers, 18.000 ; Emile Rieve, du textile, 16.000 ; David Dubinsky, du vêtement pour hommes, 15.000 ; Jacob S. Potosky, du vêtement pour femmes, 15.000 ; Lawrence C. Lindloff, des peintres en bâtiment, 15.000 ; Martin P. Durkin, des plombiers, 15.000 ; Dan W. Tracy, des électriciens, 15.000 ; E. W. Jimerson, des coupeurs de viande, 15.000 ; Samuel Wolchok, des employés de commerce de détail, 12.000 ; Harry W. Brow, des machinistes, 12.000, etc.

Ces chiffres sont cités par Dino Dandi dans l'Adunata dei Refrattari de New-York, du 20 novembre 1948 qui ajoute : « Les salaires ne représentent qu'une faible partie des revenus des bonzes syndicaux, experts en appro�iations, défaillances, prévarications et autres manipulations des comptes administratifs. Aussi la plupart d'entre eux sont richissimes, actionnaires et gestionnaires de grandes sociétés capi-

Parmi les réalisations libertaires LES TRAMWAYS DE BARCELONE (III)

Les travailleurs des tramways commencèrent par supprimer plus de trois mille poteaux de fer qui, plantés au milieu des rues pour soutenir les câbles, étaient la cause de fréquents accidents en même temps qu'un attentat permanent à l'esthétique urbaine. On leur substitua la suspension aérienne.

La Compagnie de l'Eau, du Gaz et de l'Électricité avait installé, entre la voie montante et la voie descendante d'un grand nombre de lignes, des cabines qui enlaidissaient la rue et causaient aussi des accidents en obligeant les tramways à faire des courbes brusques pour les contourner. Les ouvriers des tramways se mirent d'accord avec ceux de l'Eau, du Gaz et de l'Électricité, les cabines furent enlevées, placées ailleurs, et les courbes supprimées.

Au fur et à mesure qu'elles s'abîmaient, les lignes furent réparées. Certaines, comme la ligne numéro 60, furent intégralement reconstruites, et la partie de la chaussée qu'on avait dû défoncer, goudronnée, asphaltée, ce que ne faisaient pas souvent la Société expropriée.

Dans la rue Salméron, une des plus longues de Barcelone, il n'y avait qu'une voie. Pour faciliter la circulation, on en installa deux. Des dispositifs de sécurité et d'aiguillage électrique furent placés sur les voies uniques où les tramways devaient se croiser. On alla acheter, en Belgique des avertisseurs automatiques qui, lorsque une avarie se produisait sur une ligne électrique, avertissaient le centre distribu-

teur de courant, signalait le secteur et coupait automatiquement le courant.

La compagnie capitaliste n'avait jamais pensé à ces choses.

Dans les ateliers, une quinzaine de tramways étaient toujours aux mains des travailleurs, soit pour des réparations, soit pour des améliorations.

Pour obtenir une meilleure suspension des voitures, on commença à allonger la distance séparant les axes.

Les rails s'abîmaient. Pour les remplacer, le Syndicat s'adressa donc aux travailleurs du port et, d'accord avec eux, enleva sept ou huit kilomètres de rails alors inutilisés. Il paya ce qu'il fallait, et remit la chaussée en état.

Mais l'entretien et l'amélioration du matériel existant ne satisfaisaient pas les travailleurs des tramways. Sur leur initiative, les ingénieurs tracèrent les plans de nouveaux modèles de voitures. Les funiculaires de la Rebasada et du Tibidabo, qui pesaient une soixantaine de tonnes et demandaient une force motrice proportionnelle, furent remplacés par des voitures de vingt-six tonnes. Leur centrale électrique fut réorganisée, les dynamos furent remplacés. La collectivité des</

A TOULON

Une grève « jaune »

A la suite des décisions prises par F.O., auquel s'est joint, bien entendu, le syndicat cégétiste, les ouvriers de l'Arsenal de Toulon doivent se mettre en grève lundi, pour protester contre la réduction à 40 heures de la semaine de travail.

Nous comprenons fort bien que cette réduction va faire perdre plusieurs milliers de francs par mois aux ouvriers, et au moment même où la hausse se manifeste sur tous les produits.

Que les syndicats politisés déclenchent une grève pour le maintien des 48, ou même des 50 ou 60 heures, cela est normal. Mais que des ouvriers acceptent une action pour de tels buts, voilà qui dépasse l'entendement !

Nous ne comprenons pas, et nous ne comprendrons jamais, que l'on puisse faire une grève pour le maintien des 48 heures. Seule une grève pour les 40 heures, sans diminution de salaire, est logique.

Les ouvriers ont-ils oublié que la semaine de 40 heures est la semaine légale ? Ont-ils oublié leurs luttes d'hier ? Les partis syndicaux sabotent les conquêtes ouvrières ; c'est normal. Mais les travailleurs qui les suivent dans cette voie trahissent tous ceux qui, dans le passé, se sont sacrifiés à la cause ouvrière !

Camarades de Toulon, vous n'avez pas le droit d'exiger la semaine de 48 heures ou de 50 heures !

Vous n'avez pas le droit de détruire l'œuvre de vos aînés, vous n'avez pas le droit de revenir en arrière, vous n'avez pas le droit de lutter contre la semaine des quarante heures, vous n'avez pas le droit de donner raison à Reynaud, de soutenir l'Etat oppresseur et le patronat exploiteur.

Mais vous devez lutter pour votre émancipation.

Vous devez lutter pour la semaine de quarante heures sans diminution de salaire et pour une indemnité de vie chère non hiérarchisée.

Vous devez lutter pour la suppression du salariat, par la grève gestionnaire, par la grève révolutionnaire.

E. A.

LA "TRIBUNE DES CHEMINOTS"

organe officiel du mensonge

et du bourrage de crânes

journal ne s'est moqué avec autant d'impudence de sa clientèle.

Puisque le retrable Tournemaine prend la mémoire, il nous appartiennent de lui rafrâchir.

SEULE, RIGOUROUSEMENT SEULE, depuis 1946 — date de sa fondation — la Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) réclame un mois de congé et la récupération des jours de fêtes légales.

SEULE, contre la volonté des autres centrales — particulièrement la C.G.T. — la F.T.R., en juin 47 comme avant, réclama la récupération des jours de fêtes. On nous traitait alors de « rigolos », de « utopistes », d'« anarchistes ».

Le 25 novembre 1947, pendant la grève, au 57, boulevard de la Gare (garage marchandise Paris-Sud-Ouest), les responsables de la C.G.T. — dont le camarade Terres — empêtrèrent un des nôtres et le jetèrent dehors, en le traitant de fainéant parce qu'il venait de dire qu'il fallait profiter de la grève pour ob

tenir la récupération des fêtes légales. Et Terres lui dit textuellement : « Alors, tu veux te reposer toute l'année, toi. Tu ne veux plus travailler ? »

Après l'auto, comme à l'accoutumée, traité « d'agent des trusts », de « dirigeant », de tout ce qu'on peut trouver dans les respectables colonnes des journaux où la masse doit... par discipline prendre les consignes, tous les matins et tous les soirs, ces messieurs passèrent à l'application du plan. Au nom de la liberté, ils empêtrèrent la manière forte. C'est qu'avec eux, on a toujours le droit de dire ce qu'on veut, à la condition qu'ils ne soient pas en nombre.

CEGETISTES, VOUS AVEZ VRAIMENT LA MEMOIRE COURTE

Un peu de pudeur, un peu de respect pour les vivants, si vous ne respectez pas les morts...

Tournemaine ferait bien de nous citer le numéro et l'article de la Tribune de juin 47 où la C.G.T. défend les 24 jours de congé. Une prompte réponse nous saurait...

Quant à nous, nous sommes en mesure de citer des textes où Tournemaine, au nom de la production, combat avec violence l'augmentation des congés, la semaine de 40 heures et l'échelle mobile. Si cela ne plaît pas à Tournemaine et à ses acolytes, nous les renvoyons de l'autre côté, à Tournemaine et ses sbires.

La C.G.T., pas plus que la Tribune, ne défendait l'augmentation des congés en 47. NI EN JUIN, NI EN DECEMBRE. Toutes deux espéraient revoir les petits copains au pouvoir et ne voulaient pas les embêter avec de telles bagatelles contredisant la politique du parti. Il fallait PRODUIRE.

Les 24 jours de congé, ce n'est pas l'œuvre de la C.G.T., ni de F.O., ni de la C.F.T.C. C'EST L'ŒUVRE DE LA C.N.T. Pour si peu nombreux que nous soyons, il est à force de taper sur le clou que nous l'avons enfonce. Comme nous gagnerons la bataille pour les 40 heures, la retraite à 50 ans, la suppression de la hiérarchie. Premiers pas qui nous conduiront à la gestion ouvrière des chemins de fer.

Nous ne laisserons pas passer les inégalités inamovibles bonzes sans réponde. Que la C.G.T. mente, peu nous importe. On s'y fait à la longue. Qu'elle VOLE l'œuvre des autres, c'est une autre affaire.

Au train où va la C.G.T., qui reprenait un par un, nos mots d'ordre, Tournemaine, sentant le vent tourner, sera bientôt plus « anarchiste » que nous ! Pour garder son fauteuil, soyons assurés qu'il n'hésitera pas à changer, encore une fois, son fusil d'épée...

Mais... Si Tournemaine avait seulement son C.E.P., il saurait qu'en certaines occasions LE SILENCE EST D'OR...

LA F.T.R. (C.N.T.)

Pourquoi mourut JUAN PEIRO

ORGANE clandestin de la C.N.T. en Espagne, révèle dans quelles conditions fut exécuté le syndicaliste révolutionnaire Juan Peiro, extraité par le gouvernement de Vichy et fusillé par Franco le 24 juillet 1942.

Peiro devait être gracié au cas où il aurait accepté d'entrer dans le mouvement national-syndicaliste de la J.O. N.S., c'est-à-dire dans l'organisation fasciste du régime. Il préféra la mort au reniement et refusa d'encourir le mépris des ouvriers et des paysans espagnols, parmi lesquels il jouissait d'une grande estime, ou de contribuer à les tromper.

Cette noble attitude méritait d'être signalée en un temps où les leaders ouvriers trouvent mille prétextes pour assumer des carrières officielles dans le cadre des totalitarismes les plus divers.

10^e REGION

• Perpignan. — Le Groupe d'Etudes Sociales organise, le mercredi 19 janvier, à 20 h. 30, à la salle Arago, une conférence en langue catalane par le grand géologue Albert Cari : « La lutte humaine contre le désert ; causes et remedies ».

• Lyon-Spartacus. — Samedi 15 janvier, à 20 h., salle du Bon Accueil, 71, rue de Bournel. Le Problème Indo-chinois.

• Marseille. — Salle Artistic, 8, cours Général-Thierry, vendredi 21 janvier 1949, à 19 h. : « Le syndicalisme et les anarchistes » par Sayas.

CONFÉRENCES JOYEUX

Mazamet : Jeudi 13 janvier. DE LA GREVE POLITIQUE A LA GREVE GESTIONNAIRE St-Juéry : Vendredi 14 janvier.

Albi : Samedi 15 janvier. Carmaux : Dimanche 16 janvier. Pour les salles et l'heure, consultez les affiches.

En pays minier

La répression

Les Gueules Noires, organe du Syndicat des mineurs C.N.T. du Nord et du Pas-de-Calais s'élève :

« Avec indignation contre le licenciement des ouvriers de la Fosse 5 pour faits de grève. Et contre le renvoi de notre délégué mineur Constant Delfosse, également nommé par l'ensemble du

personnel. Nous réclamons le retour au travail de ces ouvriers ainsi que de notre délégué. Nous nous refusons catégoriquement à reconnaître d'autre délégué que celui que nous avons choisi. »

CONTRE LA REPRESSION, TOUS DÉBOUT !

A BAS LA JUSTICE DE CLASSE !

MICHEL

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

LE POUVOIR D'ACHAT

Les partis syndicaux ayant trahi l'espoir des travailleurs, la parole reste aux vrais syndicalistes

observations judicieuses de la C.N.T., il propose :

1. La revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'attribution d'une indemnité de 7.000 fr. mensuelle non hiérarchisée (4) avec application immédiate de l'échelle mobile ;

2. La suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche ;

3. La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.

Les syndicalistes révolutionnaires se doivent de propager, de développer ce programme minimum de revendications, approuvé par les autonomes, la C.N.T., l'Ecole Emancipée, les minorités F.O. et C.G.T. et qu'approuveront, NOUS EN SOMMES CERTAINS, tous les trayailleurs de France.

Tous à l'action, camarades !

J. BOUCHER.

(1) Cependant, notons pour décrire une nouvelle montée — reconnue officiellement — de 3.1 % des prix de détail par rapport à ceux de novembre.

(2) Rappelons que cette hiérarchie s'étale de 1 à 9, et même de 1 à 14 pour certaines professions, alors que les « ancêtres » de juin 1936 l'avaient fixée de 1 à 4.

(3) Les exemples de l'Allemagne en 1932-33 et d'Autriche sous Dollfuss sont caractéristiques à cet égard. Alors que les Hitlerjungen attaquaient et tuaient les militants communistes et syndicalistes lorsqu'il y avait rencontre entre propagandistes des deux camps, le Comité central du parti communiste allemand recommanda à ses adhérents de voter pour Hitler et ses séides contre la social-démocratie au moment des élections cruciales de 1932.

Même processus en Autriche. Là, les communistes votèrent contre Dollfuss et contre les socialistes et bien pour les Hitleriens de Seis-Inquart. Certaines lettres secrètes du Komintern, retrouvées depuis, prouvent que des cellules entières votèrent pour Dollfuss, contre les socialistes, à Vienne même, au moment où le « chancelier » s'éprait de discours ouvriers.

(4) Ces 7.000 fr. remettent le pouvoir d'achat du manœuvre de la région parisienne en concordance avec celui existant au lendemain de la Libération. Pour satisfaire entièrement au programme du Cartel (indices 1938), c'est 14.000 francs qu'il eût fallu réclamer.

A Clermont-Ferrand

Les « bons camarades »

Voici comment le chef du personnel de l'Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand conçoit l'autorité de sa charge :

Un employé ayant effectué une semaine de travail de 60 heures au lieu de 45, demande son jour de repos hebdomadaire — bien nécessaire après une durée de travail aussi longue — ce chef répond : « Quand on pourra ! ». Lorsque cet employé se plaint de sa fatigue, il lui sort un « je m'en fous » digne d'un sergent de la colonie.

Et lorsque l'employé s'étonne de pareilles réflexions, ce « cadre » supérieur, ex-secrétaire de la C.G.T., s'autorise à dire : « Quand on a besoin de gagner sa vie, on ne regarde pas les réflexions ! » (sic).

Il arrive à ce chef, aux responsabilités importantes, de prendre des rages subites à l'égard d'un quelconque employé de l'hôpital et de l'obliger sur le champ à donner sa démission.

Ce genre de licenciement s'opère sans qu'il y ait consultation des chefs de services ou contre leur gré.

Ainsi, on a pu voir des employés de valeur, estimés par leurs chefs professionnels, quitter l'hôpital en raison des pouvoirs discrétionnaires laissés à un chef d'administration qui ne peut juger lui-même de la compétence et de la valeur du personnel.

Qui en pensent les chefs de service de l'hôpital ?

Qui en pense l'Administration des hospices ?

Un employé de l'établissement.

CERCLE LIBERTAIRE DES ETUDIANTS

Tous ceux et celles que ces questions intéressent sont invités à participer à nos prochaines réunions des jeudi soir, à 20 h. 45, Maison des Sociétés Savantes, coin rue Serpente et rue Danton, métro Odéon ou Saint-Michel.

Jeudi 13 janvier

LA TRAGEDIE SPARTAKISTE (1918-1919)

par A. Pruner

(30^e anniversaire de la Seconde Sanglante

Jeudi 20 janvier

GENERALITÉS, CONSTANTES ET VARIABLES DU SURREALISME

Les étudiants lecteurs du « Lib » à Paris, en banlieue, en province et à l'étranger, sont priés de se mettre en rapport avec le Cercle, pour l'organisation de groupes d'étude (écoéologie, histoire, lettres, psychologie et pédagogie), etc., dans leurs rapports avec l'attitude anarchiste.

CLE, 28, rue Serpente, Paris (VI)